

CAHIERS DE LA  
MÉDITERRANÉE

## Cahiers de la Méditerranée

95 | 2017

La culture fasciste entre latinité et méditerranéité  
(1880-1940)

---

# La latinité au service du rapprochement franco-italien (fin du XIX<sup>e</sup> siècle - 1940) : un grand récit culturel entre grandeurs et rivalités nationales

Christophe Poupault

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8839>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2017

Pagination : 31-45

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Christophe Poupault, « La latinité au service du rapprochement franco-italien (fin du XIX<sup>e</sup> siècle - 1940) : un grand récit culturel entre grandeurs et rivalités nationales », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 95 | 2017, mis en ligne le 15 juin 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8839>

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# La latinité au service du rapprochement franco-italien (fin du xix<sup>e</sup> siècle - 1940) : un grand récit culturel entre grandeurs et rivalités nationales

Christophe Poupault

---

- 1 À la fin du xix<sup>e</sup> siècle, l'affirmation des nationalismes en Europe, la concurrence coloniale et la constitution de systèmes d'alliances antagonistes créent un climat de tension internationale qui n'échappe pas au champ politico-idéologique. L'impression que les nations de langues néo-latines connaissent un déclassement face au dynamisme des pays anglo-saxons et de l'Allemagne nourrit la progression des idées nationalistes en même temps qu'une réflexion sur la culture et l'identité des pays latins remet à l'honneur le thème de la latinité. À une époque où les discours sur la conception biologique des peuples et sur la « race » sont constants, il encourage les partisans d'une entente franco-italienne à œuvrer à un rapprochement. La première guerre mondiale semble couronner leurs efforts et, pendant la période fasciste, l'union latine continue à être très mobilisatrice des deux côtés des Alpes.
- 2 L'histoire de la latinité, qui se confond avec celle de l'idée latine, expression généralement préférée par les contemporains<sup>1</sup>, reste à écrire tant les recherches sur le sujet demeurent peu nombreuses, notamment dans l'analyse des rapports franco-italiens<sup>2</sup>. À partir de la fin du xix<sup>e</sup> siècle, la notion est pourtant omniprésente dans les discours et les écrits. Si elle recouvre plusieurs acceptions en fonction des auteurs, des périodes, du contexte et de l'espace national dans lequel elle est employée, elle incarne la part d'idéalisme qui détermine les relations internationales et l'importance des mythes dans les rapports entre les nations.
- 3 Il semble que le tournant qui caractérise les changements d'alliances que l'Europe connaît entre la fin du xix<sup>e</sup> siècle et la Grande Guerre réside dans le renouveau et l'exaltation de

cette latinité, rempart contre la hantise du déclin, dans laquelle des élites françaises et italiennes dépassent leurs oppositions, tissent des liens et organisent des réseaux binationaux pour encourager l'entente. Nous verrons ensuite que durant l'entre-deux-guerres, en dépit de relations bilatérales fluctuantes, la latinité continue à tenir une place centrale en France et en Italie, au point de favoriser le rapprochement des deux pays. Nous concluons cette étude en nous intéressant à l'échec diplomatique de l'alliance latine, qui débouche sur l'affrontement de 1940.

## La latinité contre l'angoisse de la décadence, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la première guerre mondiale

- 4 À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France et l'Italie, comme d'autres pays de l'Europe méditerranéenne, sont confrontées à des crises majeures qui nourrissent un sentiment de décadence et une véritable crise d'identité. Les puissances anglo-saxonnes redéfinissent les équilibres internationaux dans un rapport de force défavorable aux nations latines, notamment sur le plan colonial. Les ambitions africaines du Portugal sont anéanties par « l'ultimatum » britannique de 1890. L'Italie doit renoncer à la Tunisie en 1881, puis à l'Éthiopie en 1896. L'échec d'Adoua alimente un sentiment d'humiliation nationale. La Grèce ne peut s'emparer de la Crète en 1897 qui demeure sous suzeraineté ottomane ; l'Espagne, oubliée du partage colonial de 1884-1885 à Berlin, est défaite en 1898 par les États-Unis. Seule la France, depuis la perte de l'Alsace-Moselle en 1871, véritable choc traumatique débouchant sur une volonté de « régénération nationale »<sup>3</sup>, trouve une consolation dans la conquête d'un vaste empire colonial. Ce dernier la heurte malgré tout au Royaume-Uni, et son recul à Fachoda en 1898 apparaît d'ailleurs comme un signe de faiblesse. Sur le plan national, la crise politique, intellectuelle et sociale se révèle aussi profonde dans tous les pays latins. En France, l'Affaire Dreyfus déstabilise la République parlementaire et la démocratie. L'apparition des « intellectuels » exacerbe les positions dans des écrits de plus en plus engagés et violents. En Italie, une crise sociale et politique ébranle l'État libéral en 1898<sup>4</sup>. L'Espagne traverse aussi une crise majeure durant la même période, sans remettre toutefois en cause la monarchie<sup>5</sup>, tandis que la République est proclamée au Portugal en 1910.
- 5 Au tournant du siècle, à une époque où le darwinisme social connaît un immense succès, et où l'anthropologie, physique et culturelle, la psychologie des peuples et la littérature comparée débouchent sur d'intenses débats culturels transnationaux<sup>6</sup>, une « décadence » des nations latines et catholiques semble ainsi incontestable face au dynamisme des pays anglo-saxons et protestants. Même Émile Zola, qui domine alors la littérature française, participe au constat. Promoteur d'une République qui doit selon lui redresser la France face à l'Allemagne, son pessimisme grandit dans les années 1890. Dans sa trilogie des *Trois villes*, *Lourdes*, *Rome*, *Paris*, le « déclin » des peuples latins et catholiques l'anime. Dans *Rome* en 1896, il écrit :
- Depuis deux siècles, Rome allait en déclinant, s'éliminant peu à peu de la vie moderne. [...] L'Histoire qui semblait être née dans le bassin de la Méditerranée, se déplaçait, et l'Océan aujourd'hui devenait le centre du monde<sup>7</sup>.
- 6 Si le but de Zola est la critique d'un catholicisme conservateur qui combat la modernité, son analyse est sans détour : la grandeur britannique et américaine transpose vers l'Atlantique le centre de gravité de la planète qui a toujours été, depuis la plus haute antiquité, la mer Méditerranée. Lorsque, en 1897, Edmond Demolins, disciple de Le Play

dont il s'est éloigné, publie l'ouvrage à succès *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?*, le sentiment d'un déclassement semble largement partagé<sup>8</sup>. Le 2 mai 1898, c'est le premier ministre britannique, Lord Salisbury, qui marque les esprits lors d'un discours à la Chambre des Communes dans lequel il évoque le destin des « puissances vivantes » face aux « nations moribondes ». En outre, à cette force des Anglo-Saxons s'ajoute l'impression que le monde germanique connaît également un grand dynamisme. Certes l'Allemagne est entrée tardivement dans la course aux colonies, mais sa vitalité industrielle en a fait la première puissance économique en Europe. Dans ce contexte de crise de conscience, les publications qui reprennent à leur compte la « décadence » des nations latines se multiplient en France comme en Italie<sup>9</sup>.

- 7 Cette impression de vivre une époque décadente offre un terreau favorable aux réflexions sur les fondements de la culture et l'identité des pays latins. Ce n'est pas une nouveauté. L'idée latine avait déjà inspiré de multiples projets sous le Second Empire, en lien avec la politique étrangère de Napoléon III<sup>10</sup>. Le terme de panlatinisme avait en outre été inventé en 1860 par le slavisant Cyprien Robert, dans un ouvrage où il avait élaboré un classement des différentes « races » en Europe et défendu le rapprochement entre les peuples latins dans un esprit républicain et démocratique, seul remède à ses yeux contre le panslavisme<sup>11</sup>. C'est néanmoins à la fin du siècle que la latinité connaît un véritable regain d'intérêt<sup>12</sup>. En France, depuis la défaite de 1871 contre l'Allemagne, le monde intellectuel se passionne davantage pour les peuples méridionaux. En 1881, l'antirépublicain Octave Darsu prône notamment la mise en place d'une confédération latine pour sauvegarder la paix en Europe<sup>13</sup>. En Italie, le même phénomène s'observe. Dès 1871, Cesare Orsini, demi-frère de l'auteur de l'attentat contre Napoléon III en 1858, émet un projet d'union latine sous la tutelle de la France<sup>14</sup>. Au début des années 1880, le libéral Giovenale Ruscalla-Vegezzi défend la constitution d'une confédération latine européenne dans sa revue *La Confederazione Latina*, en y incluant la Roumanie. Au tournant du siècle, des écrivains cherchent de plus en plus à se démarquer de l'influence allemande en séjournant à Paris et en inscrivant leurs œuvres dans un cadre panlatin, à l'instar de Filippo Tommaso Marinetti, Giovanni Papini, Giuseppe Prezzolini ou Gabriele d'Annunzio<sup>15</sup>. Le débat, qui ne se limite pas à ces deux pays<sup>16</sup>, est nourri par des revues diverses<sup>17</sup>, ainsi que par le Félibrige du poète provençal Frédéric Mistral, fondé en 1854 comme mouvement de la renaissance de la langue et de la culture d'Occ. En mai 1878, cette association régionaliste organise la grande fête latine de Montpellier au cours de laquelle la Catalogne, l'Italie et la Roumanie sont à l'honneur aux côtés de la France. Elle est fondatrice dans l'histoire de l'idée latine. Mistral la conclut en appelant les peuples de langues romanes, réputés décadents, à s'unir en souvenir de leur passé glorieux : « Relève-toi, race latine, sous le manteau de ton soleil »<sup>18</sup>. Dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, le Félibrige défend l'union des peuples latins d'Europe, une véritable fédération latine, « l'Empire du soleil », dont le projet, lié à la renaissance des parlers d'Occ, reste flou malgré tout et provoque des dissensions au sein de l'organisation<sup>19</sup>. Tous les promoteurs de la latinité, au-delà de leurs idées politiques, mettent en exergue les caractéristiques « propres » aux nations latines : parenté linguistique, données éthiques, esthétiques, culturelles et dans certains cas réalité d'ordre biologique (la « race latine »). L'héritage antique conservé par les peuples romans en ferait les représentants de la civilisation gréco-latine, née à Athènes puis transférée à Rome. C'est pourquoi les hérauts du panlatinisme, dont les projets se multiplient à partir du moment où les dirigeants allemands et slaves développent les théories analogues du pangermanisme et du panslavisme pour justifier leurs désirs de

conquêtes<sup>20</sup>, se réclament de l'héritage culturel de l'Empire romain que partagent plusieurs nations modernes mais qui prend une dimension particulière en France et en Italie. Dans ces deux pays, on parle volontiers des « sœurs latines » et l'inscription dans une filiation singulière et exclusive construit une identité à partir d'un choix d'héritage qui doit justifier et légitimer une alliance. Cette « invention de la tradition »<sup>21</sup> joue un rôle prégnant, et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre le succès de l'idée latine qui est d'abord un remède contre une prétendue décadence. C'est pourquoi, du reste, les idées nationalistes ne sont en rien antinomiques avec la promotion de la latinité supranationale. Contrairement au Royaume-Uni et à l'Allemagne où le darwinisme social nourrit l'impérialisme et l'idée que les « peuples forts » doivent dominer le monde, le nationalisme en France et en Italie ne peut pas être l'exaltation du droit du plus fort comme sélection des meilleurs mais l'incarnation d'une restauration<sup>22</sup>.

- 8 Pour montrer l'absurdité d'une supposée décadence des nations latines, les publications sur ce thème sont d'abord vilipendées par des hommes de lettres qui regrettent et condamnent de telles thèses. Le livre d'Edmond Demolins est par exemple très mal accueilli par la *Revue des Deux Mondes*<sup>23</sup>. Cette dernière, conservatrice et prestigieuse, très lue dans toute l'Europe, est très critique contre l'apparente vitalité anglo-saxonne ou allemande. Elle défend une position claire face à l'ethnocentrisme des peuples qui se présentent comme supérieurs. C'est la raison pour laquelle, dès 1893, Ferdinand Brunetière réprovoque la théorie de lutte des races du sociologue Louis Gumpłowicz, professeur à l'université de Gratz<sup>24</sup>. Même analyse en 1899 du philosophe Alfred Fouillée qui déplore que les peuples de langues romanes souffrent d'un sentiment d'infériorité<sup>25</sup>. Il nie scientifiquement l'existence d'une « race » latine et par conséquent une supposée décadence. Ces condamnations se doublent dans certains cas d'une volonté de rapprochement entre les pays latins. C'est le cas de Charles Maurras, membre du Félibrige, pour lequel la « race » ne suffit pas non plus à définir les peuples et seule compte la filiation helléno-romaine qui est la source de son nationalisme intégral<sup>26</sup>. Dès 1896, lors de son voyage à Athènes à l'occasion des premiers Jeux olympiques de l'ère moderne, il différencie clairement le « monde civilisé » des Gréco-Latins et celui des « barbares » de la Méditerranée orientale, juifs et musulmans, qui ont rejeté le catholicisme et perdu selon lui l'influence de la Grèce et de Rome<sup>27</sup>. Cette conception se retrouve également chez l'écrivain Louis Bertrand, théoricien de la Méditerranée latine<sup>28</sup>. La latinité permet à ses yeux de justifier la colonisation de la France car elle est l'héritière des Romains et de l'*imperium*, idée mise également en exergue en Italie lors de la conquête de la Libye puis de sa mise en valeur par les fascistes, que défendra fermement Louis Bertrand<sup>29</sup>, ou bien beaucoup plus tard par Mussolini pendant la guerre d'Éthiopie. Dans la Péninsule, les mêmes dénonciations des thèses darwiniennes favorables aux nations protestantes sont visibles. Elles se retrouvent notamment sous la plume de l'universitaire socialiste Napoleone Colajanni. En 1903, il publie *Razze inferiori e razze superiori, o, latini e anglo-sassoni*, ouvrage très critique envers tous les auteurs qui cèdent à la thèse du déclin des pays latins<sup>30</sup>. Il y conteste l'existence de « races pures », estime que la supériorité des pays anglo-saxons et de l'Allemagne n'est que le fruit du moment et qu'elle ne sera pas durable, comme les pays latins ont connu aussi leur heure de gloire dans le passé, et s'il admet une certaine décadence de la France et de l'Espagne, il la récuse pour l'Italie.
- 9 Sur le plan diplomatique, l'idée latine influence le rapprochement entre Paris et Rome. Si la Méditerranée est au centre des enjeux stratégiques et géopolitiques qui animent les gouvernements français et italiens, comme en témoignent l'opposition à propos de la

Tunisie et l'adhésion de l'Italie à la Triple Alliance en 1882, l'isolement diplomatique de la France, victime d'un système bismarckien encore solide à la fin du siècle, encourage les responsables à Paris à engager une nouvelle politique au moment où la diplomatie républicaine s'affirme. À la fin des années 1890, la France inscrit désormais son action méditerranéenne dans un cadre culturel nouveau, celui de la latinité. L'envoi à Rome de l'ambassadeur Camille Barrère en 1897, qui facilite le rapprochement diplomatique et la signature des accords de 1902<sup>31</sup>, fait de la solidarité entre les nations latines un thème récurrent que défendent des diplomates comme Jules Cambon ou Gabriel Hanotaux<sup>32</sup>. Ils trouvent un certain écho en Italie auprès de personnalités influentes comme Emilio Visconti-Venosta, Luigi Luzzatti ou Tommaso Tittoni. Le but est d'isoler le monde germanique (Allemagne et Autriche), même si ce rapprochement n'efface pas la rivalité franco-italienne en Méditerranée qui demeure prégnante avant la déflagration de 1914, notamment au moment du protectorat français sur le Maroc ou de la conquête de la Tripolitaine par les Italiens. Mais l'idée latine, loin d'être un fantôme du passé générateur d'illusions, s'impose de plus en plus dans le langage politique<sup>33</sup>.

- 10 Pendant la première guerre mondiale, l'union semble se concrétiser par la neutralité italienne en 1914, puis son entrée en guerre en 1915 aux côtés de l'Entente. De surcroît, l'alliance avec le Royaume-Uni et les États-Unis réoriente le débat en faveur d'une latinité exclusivement dirigée contre les pays germaniques. La rhétorique oppose alors dans le conflit la « barbarie » des Allemands aux soldats « latins » qui se battent pour défendre la « véritable » civilisation<sup>34</sup>. En outre, la fondation en mai 1916 de la *Revue des Nations Latines*, qui publie sous la direction de Guglielmo Ferrero et Julien Luchaire une série de numéros jusqu'en avril 1919, illustre l'utilisation d'un terme qui a pour but de gommer les différences nationales au profit d'un sentiment de parenté culturelle<sup>35</sup>.

## La latinité, une notion culturelle à usage diplomatique dans l'entre-deux-guerres

- 11 La fin de la première guerre mondiale, dans une Europe en pleine reconstruction, fait ressurgir les intérêts géopolitiques spécifiques de chaque pays. La France refuse de soutenir toutes les revendications territoriales italiennes lors de la Conférence de Paris et provoque une crise diplomatique avec Rome qui fragilise les échanges. Les effets de cette rupture, accentués par les oppositions coloniales et la question des *fuorusciti*, se font sentir tout au long des années 1920. Ils sont la cause de l'orientation souvent francophobe du régime fasciste durant les premières années du régime.
- 12 Néanmoins, l'idée d'union latine ne disparaît jamais. En 1918 est notamment lancée à Milan la revue *L'Idée Latina*, dont le directeur est Giacomo di Belsito, un rédacteur au *Popolo d'Italia*, qui adopte un ton très antigermanique<sup>36</sup>. Un comité d'Union latine est aussi créé en France en 1919, sous la présidence de Raymond Poincaré, pour prolonger la solidarité franco-italienne de la guerre<sup>37</sup>, tandis qu'en 1923, une revue binationale intitulée *Latinité* est pour la première fois publiée à Paris<sup>38</sup>. L'enracinement du régime fasciste ne change rien à ces initiatives. La France comme l'Italie considèrent l'Allemagne comme une concurrente sur la scène internationale et l'affirmation de l'existence d'une civilisation commune continue à mobiliser une cohorte d'écrivains, d'artistes, d'universitaires, de diplomates ou d'hommes politiques qui défendent la coopération franco-italienne et font de la latinité un enjeu de politique internationale. La notion est

constamment utilisée, invoquée et mise en avant lors des négociations diverses qui jalonnent la période, dans le but de parvenir à une entente.

- 13 En France, ses partisans estiment que le régime fasciste ne doit pas gêner un rapprochement parce qu'il ne regarde que les Italiens. C'est notamment la position de Charles Maurras<sup>39</sup>. Dans *Promenade italienne* en 1929, il propose de constituer avec l'Italie une « fédération latine » qui ne doit pas reposer sur la notion de « race » mais sur un « esprit latin », une « culture latine », une « civilisation latine »<sup>40</sup>. Ce désir était déjà le sien bien avant le fascisme, le chef de l'Action française ayant toujours rêvé d'unir toutes les nations latines et catholiques<sup>41</sup>. Si la construction totalitaire suscite chez lui bien des méfiances, elle n'empêche pas son admiration pour le régime d'ordre de Mussolini et les réseaux maurrassiens relaient largement sa conception. Ils tissent des liens avec le monde politico-culturel italien, en même temps que le Duce est régulièrement présenté comme le maître du monde latin qu'il régénère par son action<sup>42</sup>. Le Comité France-Italie, principale organisation du rapprochement franco-italien durant l'entre-deux-guerres<sup>43</sup>, est très influencé par cette pensée maurrassienne, d'autant que des proches du maître de l'Action française y ont des responsabilités éminentes. De plus, son président jusqu'à sa mort en 1936, l'académicien Pierre de Nolhac, auteur du célèbre *Testament d'un latin* qui paraît en 1928<sup>44</sup>, défend la latinité qu'il présente toute sa vie comme un véritable principe de ralliement des deux côtés des Alpes. Pour certains hommes de lettres, leurs écrits sur la Méditerranée sont aussi l'occasion d'appeler à une entente latine en présentant une vision géoculturelle de cette mer où la notion de « race » est souvent plus obsédante que chez Maurras. C'est le cas du diplomate Paul Morand, dans une vision très proche de celle de Louis Bertrand, qu'il cite d'ailleurs à plusieurs reprises :

C'est mal connaître le passé et le sens même de la planète que d'ignorer tout ce que la Méditerranée a fait pour notre race : Athènes et Byzance contre l'Asie, Rome contre les Barbares, le Saint-Siège contre les Infidèles, Venise contre les Turcs, Grenade contre les Arabes, Séville et Lisbonne, victorieuses des peuples de couleur, la France enfin, protectrice de nos valeurs dans le Levant, la France qui, non seulement le long de la Méditerranée, mais sous toutes les latitudes a affirmé l'excellence du Blanc. C'est par ses terres que passe la grande diagonale celto-ligure qui, de Bretagne en Roumanie, peut être considérée comme la clé de voûte de notre continent<sup>45</sup>.

- 14 En Italie, Mussolini, ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1929, dont le but est de redonner sa grandeur à l'Italie, use de la latinité pour justifier une entente avec la France. Lors d'un entretien avec un envoyé spécial du *Petit Parisien* en 1926, il défend l'idée d'une union de 80 millions de Français et d'Italiens pour imposer la paix à l'Allemagne<sup>46</sup>. Il se présente en outre aux journalistes qu'il rencontre comme un « antiallemand d'instinct »<sup>47</sup> et multiplie les approches envers l'ambassadeur de France, René Besnard, prétextant la nécessité d'une alliance face à un éventuel *Anschluss*. Mais le Quai d'Orsay, dirigé par Aristide Briand, apparaît peu soucieux d'un accord avec la Péninsule et lui préfère incontestablement un rapprochement avec l'Allemagne. En 1927, à l'occasion d'une *interview* avec un journaliste de la *Dépêche de Tunisie*, le Duce redit pourtant son désir d'entente au nom d'affinités culturelles communes :

Avec un Français, nous sommes immédiatement en confiance, sur un plan identique. Nous voyons en lui un frère, quelqu'un de chez nous. Avec un Anglais nous devons déjà faire un effort pour le comprendre et pour être compris de lui ; avec un Allemand la différence s'accroît encore et c'est un abîme qui nous sépare d'un Russe [...]. Voilà pourquoi, notre ménage France et Italie pourra par moments baigner dans une atmosphère orageuse, connaître des heures de bourrasque, jamais

nous n'irons jusqu'à la brouille, parce que nous sommes des frères qui se disputent parfois, mais qui s'aiment bien malgré tout<sup>48</sup>.

- 15 Après les incidents italo-yougoslaves qui marquent la fin de l'année, le dictateur fasciste tente de nouvelles négociations pour établir un pacte. À l'académicien maurassien Henry Bordeaux, très italoophile, il exprime en décembre 1927 son inquiétude quant à un éventuel rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, puis affirme que les nations latines s'entendent plus aisément<sup>49</sup>. L'envoi à Rome en janvier 1928 de l'ambassadeur Maurice de Beaumarchais, pour remplacer René Besnard, est perçu comme un signe d'ouverture. Le mois suivant, lors de son entrevue avec le journaliste Claude Blanchard pour *Le Petit Journal*, Mussolini redit son désir d'union au nom de la latinité<sup>50</sup>. Mais les négociations diplomatiques piétinent, notamment en raison des bons rapports entre Paris et Berlin et des différends à propos de la politique danubienne<sup>51</sup>. Cet insuccès d'un premier rapprochement favorise le déchaînement de la presse fasciste où il n'est plus guère question de latinité.
- 16 Pour ne pas rompre les discussions, les rencontres culturelles binationales, les commémorations communes, les correspondances, les comités et les revues collectives jouent un rôle prégnant. Une multitude d'actions sont menées par des hommes de lettres, des savants, des artistes et des personnalités de tout bord qui œuvrent consciemment au rapprochement franco-italien en promouvant l'idée latine. Leur objectif est de constituer des réseaux paradiplomatiques solides pour encourager l'entente, puis rendre réceptifs les dirigeants politiques et les diplomates aux nécessités d'une alliance. Les fêtes en l'honneur de Pétrarque qui se déroulent conjointement en France et en Italie en 1928, ou bien celles en 1930-1931 qui honorent à Paris et à Rome le bimillénaire de Virgile et le centenaire de la naissance de Frédéric Mistral, en sont de bonnes illustrations<sup>52</sup>. Au cours des célébrations mistraliennes à Rome en octobre 1930, les discours qui exaltent la latinité sont quotidiens de la part de la délégation française comme des autorités italiennes. Le maurassien Jean Rivain qui fait partie du voyage déclare notamment lors d'un dîner qui rassemble des académiciens des deux pays, des journalistes, des universitaires, l'ambassadeur de France, le ministre des Corporations, Giuseppe Bottai, le président du Sénat, Luigi Federzoni, le ministre de l'Éducation nationale, Balbino Giuliano, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Amedeo Fani :
- Nous ne voulons pas que la civilisation créée par l'humanisme soit déchirée. C'est pourquoi nous sommes venus cette semaine nous resserrer autour de son berceau : Italiens, Français, Latins, nous sommes venus nous rallier à la Méditerranée, *mare nostrum*<sup>53</sup>.
- 17 Dans le journal *L'Italia Letteraria* du 26 octobre, entièrement consacré à « l'hommage italien à Frédéric Mistral », Filippo Tommaso Marinetti écrit un éditorial qu'il intitule « Force novatrice de la mer latine »<sup>54</sup>. Son éloge au poète provençal est sans équivoque, occasion pour lui de célébrer la Méditerranée latine, source de vie et de renouveau. C'est en outre au cours de cette semaine romaine que Jean Rivain fait admettre à Mussolini la création d'un Comité *Italia-Francia* sur le modèle de celui que dirige Pierre de Nolhac. Il lui propose aussi une déclaration de latinité inspirée par lui, Pierre de Nolhac et Albert Besnard. Le texte, auquel Mussolini accorde une grande importance, intitulé *Recours à l'humanisme pour l'avenir des pays latins*, fait de la croyance en la latinité un véritable mode de vie et un moyen de renaissance<sup>55</sup>. Depuis la disparition de l'Empire d'Autriche-Hongrie, la défaite de l'Allemagne en 1918 qui est désormais soumise à de durs conflits politiques et à une grave crise économique partie des États-Unis, qui semblent aussi faire faillite, ainsi que la désunion du Royaume-Uni suite à l'indépendance de l'Irlande, ce sont les



nations latines qui apparaissent dorénavant, à l'aube des années 1930, comme l'incarnation du renouveau face au déclin, revanche d'une conception inverse avant la Grande Guerre<sup>56</sup>.

- 18 À partir de l'année 1933, la recherche d'une entente diplomatique se fait plus concrète. L'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne suscite aussi bien en France qu'en Italie des inquiétudes qui poussent les dirigeants à trouver les bases d'une alliance. Elle se concrétise par les accords de Rome du 7 janvier 1935. Ces derniers ouvrent une année où l'idée latine, qui a servi les intérêts diplomatiques, a un immense succès. Le retentissement est tel que Mussolini lui-même, dans un article écrit pour le grand quotidien *Paris-Soir* et publié le 7 mai, décide d'expliquer ce qu'il entend par les expressions de « sœur latine » et de « civilisation latine »<sup>57</sup>. Il assure que l'héritage historique partagé a aidé au rapprochement diplomatique et qu'il est un élément indispensable pour justifier une politique commune. Parler de « diplomatie latine » est sans doute excessif mais il semble évident que la croyance en la latinité a favorisé la bonne conduite des négociations. Cependant, quelques mois plus tard, la guerre d'Éthiopie marque une dégradation irréversible des relations bilatérales.

## La faillite de l'alliance franco-italienne : un échec de la latinité ?

- 19 La latinité comme ciment du rapprochement franco-italien ne résiste pas à la déclaration de guerre de l'Italie à sa « sœur latine » le 10 juin 1940. Si les motivations de Mussolini sont connues<sup>58</sup>, il n'en est pas moins vrai que la fraternité latine, côté français du moins, a nourri des espoirs de paix jusqu'au bout. Dès lors, comment peut-on expliquer son échec ?
- 20 En France d'abord, l'influence de la civilisation gréco-latine dans l'entre-deux-guerres demeure controversée en raison de la vision même de la Méditerranée comme grand espace culturel. L'idée que la France et l'Italie seraient les principaux représentants du « génie latin » est régulièrement remise en cause en admettant que d'autres civilisations ont contribué à la culture méditerranéenne, selon une vision très éloignée des promoteurs de la latinité dans les deux pays. C'est notamment la position d'André Suarès qui rejette l'idée de « race latine » en assimilant la Méditerranée à la pensée humaniste qu'il considère comme antinomique avec le fascisme<sup>59</sup>. Les *Cahiers du Sud*, qui paraissent à Marseille à partir de janvier 1925, sont particulièrement symptomatiques de ce débat. Cette revue continue celle que Marcel Pagnol avait fondée en 1914 sous le nom de *Fortunio*, avant que ce dernier n'en laisse la direction en 1919 à son ami Jean Ballard, à l'origine du changement de nom<sup>60</sup>. Très ouverte sur le monde méditerranéen, ses contributeurs comme Gabriel Audisio, Paul Valéry ou le poète André Gaillard, lié au surréalisme, réfutent l'existence d'une unique influence gréco-latine. La création par le gouvernement français du Centre universitaire méditerranéen à Nice, en février 1933, suscite le même type de controverse. Dans un article de *L'Illustration* en 1934, l'ancien président Raymond Poincaré donne sa vision de ce qu'il doit être :

Montrer les liens qui unissent les nations méditerranéennes, les côtés durables de leur civilisation, la force de leurs traditions, la parenté de leur éducation, c'est un travail scientifique vaste et profond que les pays intéressés poursuivront d'un commun accord, sous les auspices d'une université puissante et impartiale. Nous n'oublierons, certes, ni l'influence de la Grèce, ni celle de Rome, nous rechercherons également celle de l'Égypte, celle de la Syrie, celle de l'Afrique du

Nord. [...] Créons donc un Centre méditerranéen viable, donnons lui la grandeur et la prospérité, mais ne nous arrêtons pas à la civilisation grecque, ni même à la latine, étudions les siècles suivants<sup>61</sup>.

- 21 C'est l'orientation que lui donnent effectivement ses directeurs, l'académicien Paul Valéry et Maurice Mignon, professeur d'études italiennes à l'université d'Aix. Le premier se rend souvent en Italie fasciste, a des contacts avec les hiérarques du régime, est reçu en audience par Mussolini en 1924 puis en 1933<sup>62</sup>, et s'attache toujours à favoriser le rapprochement franco-italien. Mais sa vision de la Méditerranée est universaliste et ne doit pas être uniquement confondue avec la latinité.
- 22 En Italie, c'est surtout la place et le rôle de la Péninsule en Méditerranée qui suscitent de nombreuses polémiques. Si le souvenir exalté de l'Empire romain est central dans l'idéologie fasciste et la culture du régime<sup>63</sup>, il encourage une aspiration à l'universel, notamment dans les années 1930 avec la concurrence que représente l'Allemagne nazie sur le plan idéologique. L'idée latine des fascistes est consubstantielle du programme impérialiste de Mussolini et la création des Comités d'action pour l'universalité de Rome, en juillet 1933, doit accompagner le projet<sup>64</sup>. Latinité et Romanité se confondent dans les discours des dirigeants fascistes, pour un régime qui doit régénérer l'Italie en même temps qu'il a pour but de dominer la Méditerranée en renouant avec l'influence que jadis Rome avait sur toutes ses rives. La création, le 21 mars 1925, de l'*Istituto di Studi Romani* par l'universitaire Carlo Galassi Paluzzi, dans le but « de promouvoir, dans le climat historique créé par le Fascisme, une renaissance de l'esprit romain et latin en Italie et à l'étranger, et y contribuer, en faisant connaître et en valorisant, avec des méthodes scientifiques, l'immense et fondamentale contribution que la civilisation de Rome a apporté au monde »<sup>65</sup>, définissait déjà son orientation. La revue de l'Institut, *Roma*, véhicule jusqu'à la guerre une propagande très favorable à l'œuvre mussolinienne qui accompagne la dégradation des relations franco-italiennes. À la fin des années 1930, on ne parle plus en Italie de « sœur latine » pour désigner la France mais de « *sorellastra* », de demi-sœur, dans des publications où la romanité cède définitivement la place à la latinité et où s'oppose désormais la civilisation romaine au barbare gaulois<sup>66</sup>. Cette évolution est finalement caractéristique d'une tension qui existait depuis le xix<sup>e</sup> siècle au sein de la nation italienne, à savoir « la croyance dans la supériorité de l'Italie et l'idée que les Italiens devaient être régénérés »<sup>67</sup>. Après la défaite militaire de la France en 1940, la nouvelle conception fasciste des rapports franco-italiens apparaît définitive. Seule la référence à Rome compte désormais dans la vie politique et culturelle de la nation italienne<sup>68</sup>.
- 23 L'échec de l'alliance franco-italienne au nom de la latinité est aussi imputable aux responsables de la diplomatie dans les deux pays, en raison des rivalités nationales qui dépassent le registre de la fraternité latine. Les discours sur la latinité relèvent du champ de la « culture » au sens traditionnel du terme, mais ils ne parviennent pas à s'ériger en discours politiques sincères. En France, les principaux responsables du Quai d'Orsay sont relativement hostiles à une alliance, notamment les secrétaires généraux, Philippe Berthelot puis Alexis Léger. Ils manifestent incontestablement une vraie méfiance à l'encontre de l'Italie, comme le prouve la frilosité des différentes négociations qui ralentit l'action des ambassadeurs<sup>69</sup>. La Péninsule est perçue comme moins dangereuse que l'Allemagne et une rivale potentielle pour l'influence française en Méditerranée, si bien qu'un accord à tout prix n'est jamais la priorité. Charles Rochat, conseiller à l'ambassade de France à Rome au début des années 1930 puis chef de cabinet du ministre des Affaires

étrangères de 1934 à 1936, est aussi italophobe, ainsi que Jacques Fouques-Duparc, qui occupe la même fonction de 1936 à 1939. Il est vrai que sur le plan diplomatique, la France de l'entre-deux-guerres, contrairement à celle de 1915, n'a strictement rien à offrir à l'Italie. Le Quai d'Orsay le sait, d'où son attitude négative qui ne relève pas seulement d'une italophobie ambiante. En outre, la collusion avec le fascisme de certains organismes français qui prônent l'amitié avec l'Italie encourage sans doute les hommes politiques au pouvoir à Paris à freiner des initiatives. L'irrédentisme italien, toujours plus vif à la fin des années 1930, est aussi un obstacle majeur qui ruine les espoirs des plus motivés<sup>70</sup>. Dans les milieux diplomatiques italiens, la latinité pour rapprocher Rome et Paris est également loin de faire l'unanimité. Fulvio Suvich est sans doute le plus favorable à une entente, tout comme le baron Aloisi, ainsi que quelques hiérarques du régime comme Giuseppe Bottai ou Italo Balbo à l'influence, il est vrai, limitée. Or, Suvich et Aloisi sont écartés en juin 1936 par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Galeazzo Ciano, artisan du rapprochement avec Berlin. Si Mussolini demeure favorable à une conciliation avec la France au moins jusqu'à l'automne 1936, sa pensée évolue à partir de 1937, en même temps que son intérêt pour l'Allemagne grandit. D'autre part, sa croyance en la latinité est sans doute autant pragmatique que sincère et elle l'amène, après la guerre d'Éthiopie, à avoir une plus grande rancœur envers la France qu'envers le Royaume-Uni. La conséquence directe en est que les négociations ne s'arrêtent jamais avec Londres, tandis qu'elles sont inexistantes avec Paris de l'automne 1936 à l'automne 1938, en l'absence d'un ambassadeur à Rome, puis très difficiles à partir de la nomination d'André François-Poncet. Il est clair que les intérêts britanniques en Méditerranée et les rapports noués par le Royaume-Uni avec la France comme avec l'Italie troublent le jeu de l'alliance latine<sup>71</sup>.

- 24 Enfin, la question du leadership dans un espace transnational latin crée une concurrence franco-italienne qui rend le panlatinisme moins actif que le pangermanisme, dominé par l'Allemagne, ou que le panslavisme qui l'est par la Russie. Dans l'Europe latine, ni la France ni l'Italie n'acceptent de s'effacer au profit de sa « sœur latine », si bien qu'à l'approche de la guerre, la fraternité pèse de peu de poids. L'histoire contemporaine montre du reste les divergences. En décidant d'entrer en guerre en 1915 alors qu'aucune menace directe ne pesait sur elle, l'Italie a surtout souhaité prouver sa force et achever son unité territoriale. La France a cru qu'elle agissait par amour pour elle, alors qu'elle s'était engagée par « égoïsme sacré ». Dès lors, la latinité, si omniprésente qu'elle ait pu être dans l'entre-deux-guerres, n'a pas résisté aux incompréhensions de la paix, aux tensions diplomatiques, à l'alliance italo-allemande, puis à la guerre.
- 25 Les desseins de l'idée latine, pour parvenir à une union franco-italienne, n'ont jamais débouché sur un projet concret. L'utilisation récurrente du terme pendant plusieurs décennies et dans de nombreux milieux différents ne peut cependant réduire la latinité à une banale rhétorique en apparence répétitive.
- 26 Ses déclinaisons comme romanité, méditerranéité ou italianité révèlent toutefois la complexité des relations entre Paris et Rome, ainsi que les multiples positions et engagements des ressortissants des deux pays. Mais sa force dans le rapprochement franco-italien, qui ne peut être niée en réfutant toute vision téléologique de l'Histoire, ne peut que soulever la possibilité de l'existence d'un discours fasciste typiquement « latin », du moins lorsqu'il s'adressait à la France.

## NOTES

1. Elle est utilisée pour la première fois en 1877 par le philologue montpelliérain Louis-Alphonse Roque-Ferrier : « L'idée latine dans quelques poésies en espagnol, en langue d'Oc et en catalan », *Revue des langues romanes*, t. 11, 1877, p. 114-121.
2. Roger Barthe, *L'idée latine*, Toulouse, Institut d'études occitanes, 1950-1951, 2 vol. ; Édouard Pommier, « Notes sur l'histoire de l'idée latine », dans *La Latinité en question*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine et de l'Union Latine Éditeurs, 2004, p. 19-66 ; Amotz Giladi, *Écrivains étrangers à Paris et construction identitaire supranationale : le cas de la panlatinité, 1900-1939*, thèse de doctorat de sociologie, sous la direction de Gisèle Sapiro, EHESS, Paris, 2010 ; Catherine Fraixe, Lucia Piccioni et Christophe Poupault (dir.), *Vers une Europe latine. Acteurs et enjeux des échanges culturels entre la France et l'Italie fasciste*, Berne, Peter Lang, 2014. Des recherches ont aussi été menées sur les aspects linguistiques et philologiques de la question : Francesca Zantedeschi, « Romanistique et "panlatinisme" en France dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Le XIX<sup>e</sup> siècle et ses langues*, V<sup>e</sup> Congrès de la SERD tenu en 2012 à Paris, dont les actes sont consultables en ligne : <http://etudes-romantiques.ish-lyon.cnrs.fr/langues.html>.
3. Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale de la France*, Paris, Michel-Lévy frères, 1871.
4. Umberto Levra, *Il colpo di stato della borghesia. La crisi politica di fine secolo in Italia (1896-1900)*, Milan, Feltrinelli, 1975.
5. Paul Aubert (dir.), *Crise espagnole et renouveau idéologique et culturel en Méditerranée (fin XIX<sup>e</sup> - début XX<sup>e</sup> siècle)*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2006.
6. Claude Digeon, *La crise allemande de la pensée française 1871-1914*, Paris, PUF, 1959 ; Jean-Marc Bernardini, *Le darwinisme social en France (1858-1918). Fascination et rejet d'une idéologie*, Paris, CNRS Éditions, 1997 ; Marco Gervasoni, « Cultura della "Degenerazione" tra socialismo et criminologia alla fine dell'ottocento in Italia », *Studi Storici*, n° 4, octobre-décembre 1997, p. 1087-1119.
7. Émile Zola, *Rome*, Paris, Charpentier et Fasquelle, 1896, p. 748-749.
8. Edmond Demolins, *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?*, Paris, Firmin-Didot, 1897. Le livre est diffusé à 17 000 exemplaires. Il est traduit en anglais, allemand, italien, espagnol, polonais et arabe.
9. Gustave Le Bon, *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, Alcan, 1894 ; Guglielmo Ferrero, *L'Europa giovane. Studi e viaggi nei paesi del Nord*, Milan, Fratelli Treves, 1897 ; Georges Vacher de Lapouge, *L'Aryen, son rôle social*, Paris, Fontemoing, 1899 ; Giuseppe Sergi, *La decadenza delle nazioni latine*, Turin, Fratelli Bocca, 1900 ; Émile Boutmy, *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1901.
10. Paolo Benvenuto, « Panlatinisme et latinité. Origines et circulation d'un projet d'unification européenne, entre réminiscences napoléoniennes et mythe de la race », dans Sylvie Aprile, Cristina Cassina, Philippe Darriulat et René Leboutte (dir.), *Europe de papier. Projets européens au XIX<sup>e</sup> siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2015, p. 267-279.
11. Cyprien Robert, *Le panlatinisme, confédération gallo-latine et celto-gauloise, contre testament de Pierre le Grand et contre-panславisme, ou Projet d'union fédérative des peuples gallo-latins*, Paris, Passard, 1860.
12. Francesca Zantedeschi, « "Panlatinismes" et visions d'Europe, 1860-1890 », dans Sylvie Aprile, Cristina Cassina, Philippe Darriulat et René Leboutte (dir.), *Europe de papier..., op. cit.*, p. 281-294. L'auteur étudie notamment la pensée du journaliste républicain Marc-Amédée Gromier qui, au cours des années 1880, défend l'idée d'une alliance latine et d'un « Zollverein méditerranéen » dans un but pacifiste (p. 290-293).

13. Octave Darsu, *Confédération latine. France-Italie-Espagne-Portugal, ou la paix*, Paris, Amyot, 1881.
14. Cesare Orsini, *L'alliance latine*, Paris, Amyot, 1871.
15. Amotz Giladi, « Marginalisation de l'avant-garde littéraire italienne en France, 1900-1920 : Le cas de *La Vraie Italie* », *Transeo*, n° 1, janvier 2009, en ligne sur le site <http://www.transeo-review.eu/Marginalisation-de-l-avant-garde.html>.
16. La Catalogne est particulièrement touchée au début du xx<sup>e</sup> siècle avec le mouvement du noucentisme : Eduardo Gonzáles Calleja, « Noucentisme, catalanisme et arc latin », *La pensée du Midi*, n° 1, 2000, p. 44-51.
17. C'est le cas notamment de *La revue du monde latin*, lancée par le félibre Charles de Tourtoulon en septembre 1883, dirigée par le comte de Barral de novembre 1885 à 1894, puis à nouveau par son fondateur de 1895 à 1899.
18. Frédéric Mistral, « À la race latine », *Revue des langues romanes*, t. 13, 1878, p. 266-269.
19. Nicolas Berjoan, « L'idée latine du Félibrige : enjeux, boires et déboires d'une politique étrangère régionaliste (1870-1890) », *Revue d'histoire du xix<sup>e</sup> siècle*, n° 42, 2011, p. 121-136 ; Francesca Zantedeschi, « L'invention d'un espace transnational : l'idée latine dans la renaissance littéraire en langue d'oc 1860-1880 », dans Landry Charrier, Karine Rance et Friederike Spitzl-Dupic (dir.), *Circulations et réseaux transnationaux en Europe, xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles : acteurs, pratiques, modèles*, Berne, Berlin, Bruxelles, Peter Lang, 2013, p. 173-186.
20. Louis L. Snyder, *Macro-nationalisms. A history of the pan-movements*, Westport, Londres, Greenwood Press, 1984.
21. Eric Hobsbawm et Terence Ranger, *L'invention de la tradition*, trad. de Christine Vivier, Paris, Éditions Amsterdam, 2006 (1983). Voir aussi Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991.
22. C'est une constante dans les réflexions que l'on retrouve dans des registres différents chez Maurice Barrès, Charles Maurras ou Gabriele d'Annunzio.
23. G. Valbert, « La Supériorité des Anglo-Saxons et le livre de M. Demolins », *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> octobre 1897, p. 697-708.
24. Ferdinand Brunetière, « La lutte des races et la philosophie de l'histoire », *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1893, p. 428-448. Il livre dans cet article une analyse de l'ouvrage de Louis Gumpłowicz, *La lutte des races*, trad. de Charles Baye, Paris, Guillaumin, 1893.
25. Alfred Fouillée, « Races latines », *Revue des Deux Mondes*, 1899, p. 561-590. Il écrit notamment que la France est « à moitié celtique, elle est germanique pour un quart, et, pour l'autre, méditerranéenne, ou, s'y l'ont y tient, latine ».
26. Carole Reynaud Paligot, « Maurras et la notion de race », dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française : Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 111-119.
27. Charles Maurras, *Anthinea : d'Athènes à Florence*, Paris, F. Juven, 1901. Voir aussi Marcel Decremps, « Maurras et l'idée latine », *Annales de l'idée latine*, 1961, p. 69-76.
28. Sur l'idée latine de Louis Bertrand, mais aussi sa hantise de « l'invasion » qui revient dans plusieurs de ses livres au début du xx<sup>e</sup> siècle, notamment celle des Italiens à Marseille, voir Aurélia Dusserre, « L'expérience provençale de Louis Bertrand », *Provence historique*, janvier-mars 2003, p. 85-98.
29. Louis Bertrand, *La Méditerranée*, Paris, Alpina, 1929 ; *id.*, *Vers Cyrène. Terre d'Apollon*, Paris, Fayard, 1935.
30. Napoleone Colajanni, *Razze inferiori e razze superiori, o, latini e anglo-sassoni*, Rome, Presso La Rivista popolare illustrata, 1903. L'ouvrage est traduit en français deux ans plus tard par Julien Dubois : *Latins et Anglo-Saxons. Races supérieures et races inférieures*, Paris, Alcan, 1905.
31. Gilles Ferragu, *Camille Barrère, ambassadeur de France à Rome et le rapprochement franco-italien de 1898 à 1914*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Philippe Levillain, Université de Paris X-Nanterre, 1999.

32. Gabriel Hanotaux, *La paix latine*, Paris, Combet, 1903.
33. René Pinon, *L'empire de la Méditerranée*, Paris, Perrin, 1904, p. 13.
34. Paul Adam, *La Terre qui tonne, France-Italie*, Paris, Chapelot, 1917.
35. Amotz Giladi, « L'idéologie panlatine et les méandres des rapports franco-italiens : le cas de la *Revue des Nations Latines* (1916-1919) », *La revue des revues*, n° 49, printemps 2013, p. 44-56.
36. Salvo Mastellone, « L'idea di Latinità (1914-1922) », dans Jean-Baptiste Duroselle et Enrico Serra (dir.), *Italia e Francia dal 1919 al 1939*, Milan, Franco Angeli, 1981, p. 16-18.
37. Fascicule de l'Union latine, Centre des archives diplomatiques de Nantes, archives de l'ambassade de France à Rome-Quirinal, carton 1277.
38. *Latinité*, n° 1, 15 février 1923.
39. Voir l'article d'Olivier Dard dans le présent dossier.
40. Charles Maurras, *Promenade italienne*, Paris, Flammarion, 1929, p. 61-72. Voir également Frédéric Le Moal, « Maurras et l'Italie, heurts et malheurs d'une nécessaire amitié », dans Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), *Entre la vieille Europe et la seule France. Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Paris, Economica, 2010, p. 207-222.
41. Charles Maurras, « Gaulois, Germains, Latins », *Les cahiers d'Occident*, Paris, n° 1, Librairie de France, 1927 ; *id.*, *Devant l'Allemagne éternelle. Gaulois, Germains, Latins*, Paris, Éditions « À l'Étoile », 1937.
42. Henri Massis, *Défense de l'Occident*, Paris, Plon, 1927.
43. Enrico Decleva, « Relazioni culturali e propaganda negli anni trenta : i comitati "France-Italie" e "Italia-Francia" », dans Jean-Baptiste Duroselle et Enrico Serra (dir.), *Il vincolo culturale tra Italia e Francia negli anni trenta e quaranta*, Milan, Franco Angeli, 1986, p. 108-157.
44. Pierre de Nolhac, *Le testament d'un latin*, Paris, Éditions du raisin, 1928.
45. Paul Morand, *Méditerranée, mer des Surprises*, Tours, Mame, 1938, p. 20.
46. Albert Jullien, « une heure avec M. Mussolini au Palais Chigi », *Le Petit Parisien*, 27 février 1926, p. 1.
47. Jules Sauerwein, « Le fascisme et l'Europe. Deux doctrines s'affrontent dans l'Europe centrale et orientale », *Le Matin*, 17 avril 1926, p. 1.
48. Cité par Charles Maurras, *Les vergers sur la mer. Attique, Italie et Provence*, Paris, Flammarion, 1937, p. 132.
49. Henry Bordeaux, *La Claire Italie*, Paris, Plon, 1929, p. 117.
50. Claude Blanchard, « *Le Petit Journal* en Italie. Une interview de M. Mussolini », *Le Petit Journal*, 24 février 1928, p. 1.
51. Pierre Guillen, « L'échec d'un rapprochement franco-italien dans les années 1926-1929 », dans Alessandro Migliazza et Enrico Decleva (dir.), *Diplomazia e storia delle relazioni internazionali. Studi in onore di Enrico Serra*, Milan, Giuffrè Editore, 1991, p. 325-336.
52. Christophe Poupault, *À l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des Chemises noires (1922-1943)*, préface d'Emilio Gentile, Rome, École française de Rome, 2014, p. 584-599.
53. *De Virgile à Mistral*, Paris, Firmin-Didot, 1931, p. 25.
54. *L'Italia Letteraria*, n° 43, 26 octobre 1930, p. 1.
55. Christophe Poupault, « Cosmopolitisme "latin" et antigermanisme. Les réseaux intellectuels franco-italiens au service de la promotion latine », dans Ute Lemke, Massimo Lucarelli et Emmanuel Mattiati (dir.), *Cosmopolitisme et réaction : le triangle Allemagne-France-Italie dans l'entre-deux-guerres*, préface de Georges-Henri Soutou, Chambéry, Éditions de l'Université Savoie Mont Blanc, 2014, p. 204-205. La déclaration est rapidement signée par plus de 600 personnalités d'Europe et d'Amérique, écrivains, savants, diplomates ou hommes politiques.
56. Jacques Reynaud, « France et latinité », *Revue du Siècle*, septembre 1933, p. 43-48.
57. Benito Mussolini, « L'entente entre la France et l'Italie élément de stabilité et d'équilibre », *Paris-Soir*, 7 mai 1935, p. 3.

58. Ennio Di Nolfo, « Mussolini et la décision italienne d'entrer dans la seconde guerre mondiale », dans René Girault et Robert Frank (dir.), *La puissance en Europe (1938-1940)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1984, p. 73-88 ; Michel Ostenc, « La non-belligérance italienne, 4 septembre 1939 - 10 juin 1940 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 194, 1999, p. 79-100.
59. André Suarès, *En marge d'un livre*, Paris, s. n., 1939, p. 9 et p. 31-34.
60. Sur la revue, voir Alain Paire, *Chronique des « Cahiers du Sud », 1914-1966*, Paris, IMEC éditions, 1993.
61. Raymond Poincaré, « Pour un Centre Méditerranéen », *L'illustration*, n° 4775, 8 septembre 1934, p. 34.
62. Michel Jarrety, *Paul Valéry*, Paris, Fayard, 2008, p. 566-568 et p. 874.
63. Romke Vesser, « Fascist Doctrine and the Cult of the Romanità », *Journal of Contemporary History*, n° 1, 1992, p. 5-22 ; Marla Stone, « A flexible Rome : Fascism and the Cult of Romanità », dans Catharine Edwards (dir.), *Roman Presences. Receptions of Rome in European Culture, 1789-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 205-220 ; Andrea Giardina et André Vauchez, *Rome. L'idée et le mythe du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Fayard, 2000, p. 158-216 ; Jean-Luc Pouthier, « Rome et la latinité », *La pensée du Midi*, n° 1, 2000, p. 40-43 ; Alessandra Tarquini, *Storia della cultura fascista*, Bologne, Il Mulino, 2011.
64. Marco Cuzzi, *L'Internazionale delle camicie nere. I CAUR, 1933-1939*, Milan, Mursia, 2005.
65. Carlo Galassi Paluzzi, *L'Istituto di Studi Romani*, Rome, Piazza della Chiesa Nuova - Palazzo dei Filippini, 1935, p. 5.
66. Ettore Rota, *Italia e Francia davanti alla storia : il mito della sorella latina*, Milan ISPI, 1939 ; Silvio Maurano, *Francia, la sorellastra*, Milan, Ceschina, 1939. L'ouvrage d'Ettore Rota, professeur d'histoire, est publié avec le concours de l'Istituto per gli Studi di Politica internazionale de Milan que soutient le ministère des Affaires étrangères : Enrico Decleva, « Politica estera, storia, propaganda : l'ISPI di Milano e la Francia (1934-1943) », *Storia contemporanea*, n° 4/5, p. 607-757. Il peut ainsi apparaître comme la thèse officielle du régime fasciste qui cherche désormais à déconsidérer sa « sœur latine » en présentant la latinité comme un mythe sans avenir.
67. Silvana Patriarca, *Italianità : la costruzione del carattere nazionale*, Rome, Laterza, 2010, p. 142.
68. Giuseppe Bottai, « La funzione di Roma nella vita culturale e scientifica della nazione », *Roma*, n° 12, décembre 1940, p. 389-404.
69. Renaud Meltz, *Alexis Léger dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008, p. 404-415 et p. 437-446.
70. Diane Grillère-Lacroix, « La politique fasciste de revendications territoriales à l'égard de la France et ses enjeux (1938-1943) », *Relations internationales*, n° 158, été 2014, p. 45-58.
71. Paola Brundu Olla, *L'equilibrio difficile : Gran Bretagna, Italia e Francia nel Mediterraneo (1930-1937)*, Milan, Giuffrè Editore, 1980.

## RÉSUMÉS

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le sentiment d'une décadence des nations latines face au dynamisme des pays anglo-saxons et de l'Allemagne est largement partagé. Il favorise les réflexions sur la culture et l'identité des pays latins en remettant à l'honneur l'idée latine que promeuvent des hommes de lettres et que relaient certains diplomates ou hommes politiques qui inscrivent désormais leur

action dans un cadre culturel nouveau : celui de la latinité qui doit encourager le rapprochement franco-italien. La première guerre mondiale semble couronner leurs efforts et, pendant la période fasciste, l'entente latine continue à être très mobilisatrice des deux côtés des Alpes, aussi bien dans les milieux culturels que politiques. Cependant, la dégradation des relations bilatérales à la fin des années trente montre les limites de la fraternité latine qui ne parvient jamais à s'ériger en discours politiques sincères face aux intérêts d'État et aux enjeux nationaux et internationaux.

At the end of the nineteenth century, there was a widely shared feeling that the Latin nations were declining while Anglo-Saxon countries and Germany were thriving. This gave rise to debates on the culture and identity of Latin countries, placing the emphasis on the idea of a Latin culture fostered by the literary world and promoted by diplomats and politicians who were operating within a new cultural framework: this Latin identity was expected to encourage France and Italy to come together. The first World War appeared to crown these efforts with success and during the fascist years, the Latin alliance continued to rally supporters on both sides of the Alps, in cultural and political circles. However, the deterioration of bilateral relations in the late thirties showed the limits of the Latin brotherhood, which never matured into a sincere political discourse when pitched against State interests or national and international objectives.

## INDEX

**Mots-clés** : France, Italie, fascisme, latinité, diplomatie

**Keywords** : France, Italy, fascism, Latin identity, diplomacy

## AUTEUR

### CHRISTOPHE POUPAULT

Christophe Poupault est professeur d'histoire en classes préparatoires aux grandes écoles au lycée Mistral d'Avignon et enseignant à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Parmi ses dernières publications : en codirection avec Catherine Fraixe et Lucia Piccioni, *Vers une Europe latine. Acteurs et enjeux des échanges culturels entre la France et l'Italie fasciste*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, Paris, INHA, 2014 ; *À l'ombre des faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des chemises noires*, préface d'Emilio Gentile, Rome, Collection de l'École française de Rome n° 499, 2014 ; « La question du "fascisme français" à l'aune du regard des voyageurs en Italie fasciste », *nuova Storia Contemporanea*, n° 2, mars-avril 2015, p. 47-58.